



15ème législature

| | | |
|--|---|---|
| Question N° : 8623 | De M. Stéphane Demilly (UDI, Agir et Indépendants - Somme) | Question écrite |
| Ministère interrogé > Agriculture et alimentation | | Ministère attributaire > Agriculture et alimentation |
| Rubrique > agriculture | Tête d'analyse > Filière betterave-sucre | Analyse > Filière betterave-sucre. |
| Question publiée au JO le : 29/05/2018 Réponse publiée au JO le : 18/09/2018 page : 8250 | | |

Texte de la question

M. Stéphane Demilly alerte M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation sur les inquiétudes des acteurs de la filière betterave-sucre du fait de l'interdiction programmée des néonicotinoïdes prévue par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité. Leur utilisation dans la culture de la betterave présente des spécificités particulières. Les néonicotinoïdes sont en effet enrobés autour des semences de betteraves et enterrés dès les semis. En l'absence de solution alternative efficace, les agriculteurs seraient amenés à pratiquer des pulvérisations d'insecticides en végétation avec une efficacité limitée et un impact environnemental néfaste. L'enrobage des semences permet en effet de lutter contre les pucerons verts, vecteurs de la jaunisse virale. Comme le permet la loi du 8 août 2016, et en l'absence d'alternatives à l'heure actuelle (comme l'a d'ailleurs confirmé l'ANSES), la filière betteravière sollicite donc l'octroi d'une dérogation jusqu'en 2020. Il lui demande donc la réponse qu'il entend apporter à cette sollicitation qui permettrait de poursuivre la recherche de solution alternative tout en préservant l'équilibre économique de la profession.

Texte de la réponse

La loi no 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages prévoit que l'utilisation des produits de la famille des néonicotinoïdes sera interdite à compter du 1er septembre 2018. Elle prévoit également que des dérogations pourront être accordées jusqu'au 1er juillet 2020 par arrêté conjoint des ministres chargés de l'agriculture, de l'environnement et de la santé. Elles doivent se fonder sur un bilan établi par l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, comparant les bénéfices et les risques liés aux usages des produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives néonicotinoïdes avec ceux liés aux usages de produits de substitution ou aux méthodes alternatives disponibles. Ce bilan « relatif à l'évaluation mettant en balance les risques et les bénéfices relatifs à d'autres produits phytopharmaceutiques autorisés ou des méthodes non chimiques de prévention ou de lutte pour les usages autorisés en France des produits phytopharmaceutiques comportant des néonicotinoïdes » a été publié le 7 mai 2018. En ce qui concerne la protection des betteraves vis-à-vis des pucerons, il indique qu'il n'existe à ce jour pas d'alternative non chimique pour lutter contre les pucerons de la betterave. Cependant, il mentionne une préparation à base de lambda-cyhalothrine et de pirimicarbe en tant qu'alternative chimique autorisée, considérée comme suffisamment efficace et opérationnelle. Par ailleurs, compte tenu des risques pour les pollinisateurs liés à l'utilisation de trois néonicotinoïdes dont l'imidaclopride et le thiaméthoxame, les règlements d'exécution (UE) 2018/783 et 2018/785 de la Commission du 29 mai 2018 interdisent, à partir du 19 décembre 2018, l'utilisation des semences traitées à l'aide de produits phytopharmaceutiques contenant ces deux substances actives, pour les utilisations autres que celles sous serres permanentes, à condition de maintenir la culture obtenue dans une serre permanente tout au long



de son cycle de vie. Aussi, il ne peut être réservé de suite favorable à la demande de dérogation pour pouvoir utiliser, après le 1er septembre 2018, des semences de betteraves industrielles ou fourragères traitées avec des produits phytopharmaceutiques contenant de l'imidaclopride ou du thiaméthoxame, afin de protéger les betteraves des ravageurs des parties aériennes. Le Gouvernement s'engage à accompagner la transition vers les alternatives chimiques et non chimiques plus sûres pour l'environnement et la santé, tant sur le volet de la recherche que de la mise en œuvre des solutions à travers le programme Écophyto.